

Nick Xenophon (Commonwealth d'Australie) - Sénateur de l' Australie-Sud

L'impact des sectes et des comportements sectaires sur la société australienne

Au départ, je me suis trouvé impliqué dans le débat de la Scientologie suite à son apparition dans un programme télévisé concernant les affaires publiques australiennes, pour y parler des exemptions d'impôts consenties aux religions.

Quand l'affaire est devenue publique, j'ai été submergé de courriels envoyés par des gens disant que leur vie avait été perturbée par la très connue 'Eglise de Scientologie', aussi bien que par certains autres groupes. Ces histoires étaient horribles. J'ai commencé par me demander si les lois australiennes concernant les sectes n'étaient pas assez robustes, ou si certaines organisations agissaient comme si elles étaient au-dessus des lois.

Dans la correspondance que je recevais, et au cours des réunions qui suivaient, les victimes de la Scientologie la décrivaient comme une organisation à double face. Il y avait la façade publique d'une organisation fondée en 1953 par l'écrivain de science-fiction L. Ron Hubbard qui prétendait offrir une orientation et une aide à ses disciples; puis il y avait la façade privée d'une organisation dont ils disent qu'elle trompe ses fidèles et qu'elle vise ceux qui la critiquent de manière perverse.

La loi australienne procure l'avantage d'une exemption d'impôts à toute organisation qui proclame être une religion ou une organisation d'aide humanitaire. Je pensais que cette définition était trop large; j'ai donc décidé d'introduire au Sénat ce que l'on appelle une « Private Senator's Bill » (NDLR: 'proposition de loi' dans ce qui suit). Je cherchais à interdire l'exemption d'impôts pour les organisations qui mettent en danger le public.

La création d'une « Private Senator's Bill » mène à une Commission d'enquête; une Commission examina ma proposition de loi, où l'on prenait en considération des preuves significatives reçues aussi bien des critiques de la Scientologie que de ses défenseurs. A la fin de l'enquête, tous les principaux participants étaient d'accord pour soutenir la création d'une « Commission des Œuvres de Bienfaisance » ('Charities') en Australie, qui apprécierait les considérations sur le bien public et les dangers envers l'ordre public avant de décider quels groupements obtiendraient le statut permettant l'exemption d'impôts. C'est ma conviction que la « New Australian Charity Commission » sera très peu disposée à offrir une aide fiscale aux sectes qui constituent clairement un danger sérieux pour le public. Je crois que les contribuables ne veulent pas payer pour des arnaques de quiconque, même si les arnaqueurs prétendent être une religion.

En matière d'autre criminalité, je soutiens que le fait d'être une religion ne doit pas empêcher que des prêtres pédophiles des églises anglicanes ou catholiques soient déférés à la justice. Comme je l'ai dit précédemment, en Australie il n'y a aucune limitation à vos croyances, mais il y a des limites à la manière dont vous pouvez vous comporter. Cela s'appelle la loi, et aucun groupe ni individu ne devrait jamais se sentir au-dessus d'elle.